

# TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

En page 2

- Après le putsch d'Alger

En page 3

- Encore un trust :  
la "Sollac"

En page centrale

- L'actualité sociale

En page 7

## Unité de la Gauche

**N**OTRE Comité Politique National vient de prendre, à la veille des élections cantonales, une décision dont tous les démocrates sentiront l'importance.

Il est tout à fait normal que, dans une période calme, lorsque la loi prévoit deux tours de scrutin, chaque parti présente un candidat au premier tour et fasse ainsi connaître aux électeurs, dans une libre confrontation, sa doctrine, son programme, les méthodes qu'il préconise. Dans les circonstances exceptionnellement graves que nous vivons, alors que les rares libertés qui ont survécu à la tourmente du 13 Mai 1958 sont gravement menacées, nous avons demandé à nos fédérations départementales de lancer un appel solennel en faveur d'une candidature unique dès le premier tour, à toutes les organisations désireuses de lutter contre le fascisme militaire et civil ainsi que contre le pouvoir personnel, d'exercer une pression permanente pour des négociations loyales de paix, par la reconnaissance du droit à l'indépendance du peuple algérien, de défendre le niveau de vie des travailleurs des villes et des campagnes et de rétablir la laïcité de l'école et de l'Etat.

C'est ainsi qu'avaient agi, lors de la crise du 16 Mai 1877, les 363 députés républicains qui avaient résisté au coup d'Etat de Mac-Mahon. Leur entente avait contraint le Maréchal à se soumettre et à se démettre. Quelques années à peine après l'atroce répression de la Commune de Paris, une vaste coalition s'était nouée allant de M. Thiers, au centre, jusqu'à Louis Blanc et Victor Hugo à l'extrême gauche.

Les menaces sont aujourd'hui plus graves. L'accord devrait donc être plus facile, plus particulièrement entre ceux qui ont entendu notre appel en faveur du « Front Socialiste » et comprennent que des réformes de structure s'imposent pour étayer de véritables libertés sur une base sociale et économique indestructible. Les hésitants ne sentent-ils pas la résonance profonde qu'aurait cette affirmation de l'unité de la gauche française, que des divisions ont trop souvent réduite à l'impuissance ? Le candidat unique n'appartiendrait pas nécessairement à un parti politique. Je vois très bien, dans certaines circonscriptions rurales, un jeune agriculteur militant représenter la démocratisation socialiste et laïque.

Là où il n'aura pas été favorablement répondu à notre appel, nos fédérations le reprendront dès le soir du 4 Juin. Il serait intolérable que la multiplicité des candidatures au second tour, où l'élection se fait non plus à la majorité absolue, mais à la majorité relative, favorise nos pires adversaires.

Il n'y a point d'élections cantonales de la Seine ; mais il se trouve qu'une élection législative partielle y aura lieu le même jour, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement : le 4 juin. Notre candidat André JOUBLOT, les militants de sa section, de la Fédération de Paris, appuyée par celle de Baulieu, saisiront cette occasion de diffuser les mots d'ordre de « Front Socialiste » lancés par notre Congrès de Clichy. Méprisant les polémiques subalternes de règlement de compte entre les factieux du 13 Mai 1958 et les profiteurs de leur coup de force, ils exposeront, dans ce milieu difficile, le programme de ce que sera demain la VI<sup>e</sup> République.

**C**AR aucun compromis n'est possible avec l'actuel « système ». Si des doutes avaient pu subsister chez quelques républicains, le dernier discours du Président de la République les aurait dissipés : nous vivons désormais sous un régime de monarchie absolue et ceux qui, d'un cœur léger, ont apporté leur caution à la Constitution, ont assumé une bien lourde responsabilité dont ils ne réussiront pas à se dégager en disant « je n'ai pas voulu cela ».

par

Édouard DEPREUX

Faut-il ajouter que le Pouvoir, qui veut compenser les coups portés à l'extrême droite, par des coups à gauche, n'est pas seulement autoritaire et clérical, mais conservateur ?

On connaissait, depuis 1945 et son option fameuse pour le « libéralisme » de M. Pleven, le peu de curiosité du Chef de l'Etat pour les questions économiques. Jamais son manque de perspectives — en dehors de menaces très précises sur la liberté des fonctionnaires — n'était apparu plus nettement. Il a osé affirmer que le niveau de vie des travailleurs s'était accru. Lit-il quelquefois les statistiques de ses propres services ? Lui arrive-t-il d'interroger des ménagères ?

Il est symbolique que les grèves se soient déroulées dès le lendemain de ce discours, dont la presse officieuse nous a indiqué qu'il avait été « volontairement imprécis » (sic). De grandes luttes sociales se préparent. Les salariés ont mis en sourdine leurs revendications lors du coup de force d'Alger. On se tromperait si on considérait cette trêve comme une renonciation.

Le P.S.U. lancera son message d'unité jusqu'au jour où il sera entendu.

## Seule réponse aux factieux et au pouvoir personnel

# flashes - actualité

## CUBA

Le Gouvernement de Fidel Castro a décidé la nationalisation de toutes les écoles privées de Cuba. Cette mesure fait suite à la tension de plus en plus aigüe qui oppose le Gouvernement révolutionnaire à la hiérarchie catholique. Par ailleurs, M. Che Guevara avait annoncé que devant les périls qui continuaient à menacer la Révolution, une ère de sévère austérité allait s'ouvrir pour les Cubains; les premières conséquences de cette politique ne se sont pas fait attendre : les Cubains devront désormais déposer à la Banque Nationale toutes les devises et tout l'or qu'ils détiennent. Ils devront également déclarer les bijoux, collections, actions, valeurs mobilières, ainsi que les avoirs à l'étranger, à la Banque Nationale qui se réserve un droit de rachat prioritaire.

Côté anti castriste, il faut noter la déclaration du docteur Rasco, l'un des dirigeants du « Front Révolutionnaire Cubain » qui a annoncé une nouvelle tentative d'invasion dans les six mois. Cependant l'échec de la précédente tentative a provoqué de sérieuses divergences dans les rangs des exilés. Le docteur Cardona est rendu responsable de l'impréparation des forces contre-révolutionnaires et il aura fort à faire pour maintenir son autorité, d'autant que son adjoint militaire, le capitaine Manuel Artime, qui se cachait dans les marais du centre de l'île est aujourd'hui prisonnier de Fidel Castro.

Mais le fait le plus important de la semaine en ce qui concerne Cuba est sans doute le sérieux avertissement donné à Fidel Castro par le ministre des Affaires étrangères du Brésil, M. Arinos. M. Arinos a d'abord affirmé que la proclamation d'une République Socialiste à Cuba ne signifiait pas que Cuba soit devenue un satellite de l'U.R.S.S. mais il a ajouté que si un gouvernement de type soviétique s'installait, le Brésil romprait ses relations diplomatiques avec Cuba. Cette déclaration est parfaitement conforme à l'attitude constante du Président Quadros, qui, prêt à appuyer les mesures les plus révolutionnaires de Fidel Castro à l'intérieur de l'île, n'accepterait pas le passage de Cuba dans le camp soviétique; et elle trace à Fidel Castro une limite qu'il ne saurait franchir sans compromettre gravement son influence en Amérique Latine.

## LAOS

Un « cessez-le-feu » de fait paraît être intervenu au Laos, bien que les deux parties s'accusent mutuellement de violations quotidiennes de la trêve. Des pourparlers sont en cours pour rendre officiel ce cessez-le-feu, mais ils achoppent sur un point mineur : celui du lieu où se tiendra la négociation au fond qui doit régler l'avenir politique du Laos. Chacun des interlocuteurs propose une localité située dans le territoire qu'il contrôle, et personne n'a encore pensé à un village du no man's land... Mais un fait tend à prouver qu'il ne s'agit là que de péripéties : malgré la lenteur des discussions et l'absence de conclusions positives, le maréchal Chen Yi, ministre des affaires étrangères de Chine Populaire est parti de Pékin

### Quelques questions sur la dernière bombe atomique française

**L**E POUVOIR s'est vivement félicité que, malgré le coup de force d'Alger, les expériences atomiques se soient poursuivies au Sahara et qu'une nouvelle bombe ait éclaté au moment même de la mutinerie des généraux.

Sans revenir sur le problème de l'opportunité et de l'utilité de telles expériences, quelques questions doivent être posées au sujet de la dernière en date.

1) Est-il vrai que celle-ci ait été brusquement avancée, alors que la date initialement prévue se situait dans les premiers jours de mai ?

2) Est-il vrai qu'en raison de ce changement de date, les mesures de précaution habituelles n'aient pu être prises avec tout le soin indispensable ?

3) Est-il exact qu'à cause de cette précipitation, la puissance de l'explosion ait été très inférieure aux prévisions (moins d'un klotonne de T.N.T. au lieu de 15 à 20) et qu'en conséquence les poussières radioactives aient été beaucoup plus importantes ? Que le « champignon » ne se soit élevé qu'à un dixième de l'altitude prévue, contribuant ainsi à l'augmentation de la radioactivité au sol ?

4) Enfin, cette précipitation n'a-t-elle eu aucune conséquence pour les militaires chargés de se tenir à proximité du lieu de l'explosion, puis de se rendre au point où elle avait eu lieu ?

pour Genève, où se tiendra la Conférence Internationale à quatorze qui doit discuter elle aussi du sort du Laos. Le voyage de Chen Yi indique au moins que l'U.R.S.S. et la Chine sont prêts à débattre du problème Laotien et ne feront pas avorter la négociation sur des points de procédure, posés comme préalables.

## CONGO

M. Moïse Tschombé sera jugé à Léopoldville pour haute trahison : ainsi en a décidé le gouvernement central du président Kasavubu. Les principaux chefs d'accusation seront le meurtre de Patrice Lumumba, le massacre des Balubas du Nord-Katanga, l'émission d'une monnaie katangaise que le gouvernement central traite de fausse monnaie, et la rébellion contre le gouvernement légitime avec la complicité d'éléments étrangers. C'est en présence du général Mobutu que M. Justin Bomboko, ministre des affaires étrangères de Léopoldville a donné la liste de ces griefs, ce qui semble indiquer que le gouvernement de Léopoldville a l'accord de l'armée congolaise.

Telle est sans doute la raison pour laquelle, jusqu'à présent, le gouvernement de Léopoldville ne s'est pas laissé intimider par les véhémentes protestations du ministre de l'intérieur Katangais, Godefroid-Munongo. Celui-ci a menacé le Gouvernement Central d'une sécession définitive du Katanga au cas où M. Tschombé ne serait pas libéré.

A part M. Munongo, M. Tschombé n'a trouvé en Afrique qu'un seul défenseur : l'ineffable abbé Fulbert Youlou, auquel il avait il y a quelques semaines accordé une importante aide financière (celle même qu'il refusait à M. Kasavubu). Mais les plaintes de l'abbé Youlou et du gouvernement de Brazzaville se sont heurtées à un mur d'indifférence et les relations entre Brazzaville et Léopoldville sont actuellement très tendues. On remarquera enfin dans ce nouvel épisode le silence du quatrième partenaire : M. Gizenga et les Lumumbistes de Stanleyville. Il est vraisemblable qu'une éventuelle mise en jugement de M. Tschombé faciliterait beaucoup un accord entre Kasavubu et Gizenga — et enfin ! la réunification et l'apaisement du Congo.

## LIBÉRIA

Une conférence interafricaine vient de s'ouvrir à Monrovia, capitale de la République de Libéria. Dix-neuf pays africains sont représentés, dont treize par leurs chefs d'Etat. A l'origine la conférence de Monrovia devait être celle de la réconciliation entre l'Afrique « révolutionnaire » du bloc de Casablanca (Guinée, Ghana, Mali, Maroc, R.A.U.) d'une part, et l'Afrique « réformatrice » comprenant le bloc de Yaoundé (Mauritanie, Sénégal, Cameroun, Madagascar, les quatre Etats de l'ex-A.E.F. et les quatre Républiques du Conseil de l'Entente) et des Etats que ne lie pour l'instant aucun pacte comme le Togo et la Nigéria. Mais la Guinée, le Ghana le Maroc et le Mali ont au dernier moment refusé leur participation à la Conférence, ce qui lui retire une partie de sa signification, l'Afrique « révolutionnaire » n'étant plus représentée. A l'ordre du jour figurent les problèmes de la coopération économique et culturelle inter-africaine, les problèmes de la décolonisation — Angola et Afrique du Sud — et le problème du Congo. Il est probable que les pays participant à la réunion apporteront en majorité leur appui à M. Kasavubu et condamneront à la fois M. Tschombé et M. Gizenga, ce qui ne facilitera pas la reprise de contact avec la Guinée et le Mali, défenseurs convaincus de M. Gizenga. Bref, ce n'est pas à cette conférence que se produira la grande réconciliation africaine.

## IRAN

A la suite des émeutes de Téhéran et de la démission du gouvernement de M. Cherif Emami, le chah Mohammed Reza a fait appel à M. Ali Amiri, chef de l'opposition libérale légale pour former le nouveau ministère. Les émeutes avaient commencé lorsque la police, ouvrant le feu sur un cortège d'enseignants qui manifestaient pour leurs revendications, avait tué un instituteur et blessé plusieurs de ses collègues. Des milliers de personnes avaient alors assiégé le Parlement pour protester contre cette brutalité et exiger le châtiement des responsables du service d'ordre. Le choix de M. Ali Amiri est une nouvelle étape de la libéralisation du régime iranien. Après la chute, il y a huit ans, du docteur Mossadegh, qui, en nationalisant les pétroles, avait déchaîné la vindicte anglo-américaine, le chah avait instauré un régime autoritaire, appuyé sur l'armée et sur les grands propriétaires fonciers; les partis d'opposition, Toudeh (communistes) et Front National de Mossadegh, furent interdits, les élections furent truquées, la corruption administrative prit d'énormes proportions; et le régime s'avéra incapable d'accomplir les réformes de structure indispensables au développement de l'Iran. Aussi l'opposition des intellectuels et de la bourgeoisie urbaine devint de plus en plus âpre : la nomination de M. Amiri, venant après la dissolution d'un parlement mal-élu, et le renvoi des chefs de la police, est une nouvelle concession du chah à cette opposition; le problème est de savoir si elle suffira à rallier à l'empire les partisans du docteur Mossadegh.

Emmanuel TERRAY

# Unifier la Gauche

**C'**EST le contingent qui, pour l'essentiel, vient de gagner, en Algérie et en France, la bataille contre le fascisme. C'est là un fait politique considérable qui autorise, pour l'avenir, les plus beaux espoirs.

Mais, pour l'immédiat, du même pour les mois qui viennent, il faut se garder de tirer de la « victoire des transistors » des conclusions trop optimistes.

Le contingent ne va pas être autorisé à recueillir le bénéfice de son geste. On va s'attacher à rétablir « la discipline », même au profit des officiers qui, sans être à proprement parler entrés en rébellion, n'ont pas caché à leur troupe qu'ils étaient de cœur avec la sédition. Si un nouveau putsch se prépare — ce qui est loin d'être impossible — les meneurs, enseignés par l'événement, s'arrangeront, très probablement, pour ne pas être, à nouveau, paralysés par le contingent.

Au reste, une décolonisation aussi mal menée que celle d'Algérie — des reculades de Guy Mollet aux contradictions de de Gaulle — a fait lever assez de haines dans la population d'Algérie et ses ramifications en France, sans parler des ultras métropolitains, pour que le prochain « fer de lance » soit plus civil que militaire.

Enfin, si aucun putsch ne se produit, avant ou après la fin de la guerre d'Algérie, un moment très difficile sera celui de la succession de de Gaulle, même si, entre temps, ce dernier a octroyé au pays un plan dit « de redressement national ».

Gouvernant seul, ne recherchant que l'appui plébiscitaire de la foule et l'obéissance de l'appareil de l'Etat, qui vient de lui faire si dramatiquement défaut, il ne laissera sans doute à son successeur que peu de zèle et point d'acclamations. Quelle tentative, dès lors, dans ce désert des institutions et des hommes, que de s'appuyer sur l'armée afin de ne pas être combattu ou seulement abandonné par elle !

Contre ces divers dangers, auxquels s'ajoute le durcissement irrévocable de l'actuel Pouvoir, il y a un remède : L'UNION DE LA GAUCHE. Chacun le sait, mais même dans l'imminence du péril, le pas décisif n'a pas été franchi.

Sans doute y a-t-il progrès. En janvier 1960, il avait fallu plus d'une semaine pour obtenir un arrêt général du travail. En avril 1961, quarante-huit heures ont suffi et la grève du 24 avril a été un très grand succès. Mais il a été impossible d'arriver à un accord pour une manifestation commune à Paris. Impossible aussi d'obtenir que la célébration du Premier Mai devienne, dans la capitale, une grande entreprise de toutes les organisations syndicales et de tous les partis de gauche. Les actions communes, réalisées en de nombreuses

villes de province, ne peuvent pas faire oublier quel choc psychologique aurait entraîné une unité proclamée sur le plan national.

Il serait sans doute facile de souligner les responsabilités de tel parti ou de telle organisation syndicale; mais ce n'est pas le problème. Ce qui est urgent, c'est de trouver le moyen d'engager dans des actions communes, et par leurs organismes centraux, des syndicats et des partis qui, devant un péril imminent, n'arrivent pas encore à oublier quinze années de méfiances et de rancœurs. A cet égard, il y a une leçon à tirer des événements.

La méthode mise en œuvre, au cours de la dernière crise, pour essayer d'accorder des hommes qui refusaient de s'asseoir côte à côte autour d'une même table, a été celle des réunions parallèles, auxquelles prenaient part, chaque fois, des « éléments unificateurs ». C'est ainsi que le Parti Socialiste Unifié, la Fédération de l'Education Nationale et le Syndicat des Instituteurs, l'U.N.E.F. et la Ligue des Droits de l'Homme ont assisté successivement ou simultanément à des réunions où étaient présents la S.F.I.O., le Parti Radical, l'U.D.T.-F.O. et la C.F.T.C. et à des réunions où se trouvaient le Parti Communiste, l'Union Progressiste et la C.G.T.

Cette méthode s'est démontrée à la fois nécessaire et insuffisante, en ce sens qu'aucune autre ne pouvait être mise en œuvre, mais qu'elle n'a pas abouti, avant la fin du putsch, à des résultats concrets.

La raison de cette relative inefficacité, c'est que le « noyau unificateur » ne pesait pas d'un poids politique assez lourd. Certes, les Syndicats d'Enseignants, l'U.N.E.F. et la Ligue des Droits de l'Homme représentent des forces syndicales et morales considérables, qu'il faut chaleureusement remercier de s'être mises au service de l'unification. Mais, sur le plan proprement politique, qui, finalement, est décisif, le P.S.U. ne joue pas encore, auprès du Parti Communiste et de la S.F.I.O. un rôle comparable à celui des Enseignants et de l'U.N.E.F. dans le domaine syndical.

Il n'y a certes pas lieu d'en rougir et il est beau, au bout d'un an d'existence, de tenir la place qui est la nôtre, mais elle n'est pas suffisante.

Nous devons savoir et nous devons dire autour de nous, à tous ceux qui comprennent que le véritable barrage au fascisme c'est l'union de la gauche, que cette union ne se fera que le jour où le P.S.U., qui en est l'indispensable charnière, sera assez fort, non seulement pour proposer, mais pour entraîner la décision.

Il est clair désormais qu'adhérer au P.S.U. est la meilleure façon de travailler à l'unité de la gauche.

André HAURIUO.

### Le billet de Jean BINOT:

## Où tout s'éclaire

**M**ISE en mouvement grâce à MM. Challe, Zeller et consorts, avec le concours apprécié d'intimes collaborateurs de MM. Debré et Triboulet, la mécanique de l'article 16 s'arrêtera, nous voici prévenus, lorsque le Monarque estimera que tel est son bon plaisir. Entre temps, les tartuffes de l'opposition constructive, et autres, auront, en pleurnichant, protesté qu'ils n'ont pas voulu ça. Simple intermède comique...

Le Monde, pour sa part, titre que « l'exercice prolongé des pouvoirs présidentiels modifiera profondément la vie politique »... Admirez cet art consommé de la nuance Il est loisible de prédire que, sauf médecine de cheval, la « modification » conduira tout bonnement à l'asphyxie.

Et c'est en cela, précisément, que l'article 16, - outre qu'il risque de dessiller les yeux d'un certain nombre de Français - révèle sa vertu. Par l'application qu'il en fait, de Gaulle cesse d'être une énigme.

Car enfin, nous le savions omniscient et infailible, apte à gouverner tout, et du plus haut, laissant les besognes vulgaires à de petites créatures appelées ministres. Désormais, nous savons qu'il est une fin en soi, que tout part de lui et revient à lui, que la Politique est son secret, le destin français son mystère, que dans cette République sans Républicains nourrie de son seul génie, le peuple qu'il y tolère encore, - faveur insigne - est par destination silencieux, humble et soumis, comme le veut la nature des choses.

Je vous entends : il y a ce presque pathétique « Aidez-moi » du 23 avril. Simple incident technique - illusion - et qu'on n'en parle plus !

Le Souverain a consenti à nous livrer le ressort profond de sa vie et de sa pensée : au-delà de l'amour de soi, l'amour du vide.

## APRÈS LE PUTSCH D'ALGER :

# Abattre le système militaire du régime

L'ATTITUDE résolue du contingent pendant le coup de force du 22 avril a surpris tous les observateurs, y compris les militants récemment libérés qui avaient encore à l'esprit l'apathie apparente de leurs camarades.

En définitive, il apparaît que le contingent a joué un rôle déterminant pour empêcher l'extension de la rébellion et la conduire à sa désagrégation rapide.

Toute la presse, excepté les journaux dont les sympathies allaient en cachette vers les insurgés, a publié de nombreux témoignages sur la résistance des appelés, résistance qui a revêtu les formes les plus diverses, de la passivité à l'incarcération des officiers félons.

Comme nous l'écrivait un jeune : « A Alger, dans les états-major, le contingent groupé parfois derrière ses officiers, parfois en rébellion contre eux, a presque partout cherché à saboter le travail exigé par les insurgés. Cela allait de la mauvaise volonté dans les transmissions au retranchement dans les casernes, des pneus crevés aux tracts et même à quelques désertions ».

Cette réaction a été si vive que Challe n'a pas hésité à hâter le départ des « quillards » et à démobiliser cinq classes.

Au delà d'anecdotes instructives, il convient pour les démocrates de tirer les leçons d'une situation sans précédent dans les annales de la guerre d'Algérie.

## Le Système

### contre le contingent

Nous devons dès d'abord détruire un premier mythe. Qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas la « conscience du devoir patriotique », son « devoir de soldat » qui a empêché le jeune soldat de se rallier aux insurgés, c'est sa conscience de citoyen, de jeune travailleur, son refus fondamental de cette guerre injuste et inutile. Il a compris que cette situation tendait à l'opposer aux forces saines de la nation, et en définitive à l'opposer à son propre intérêt en sabotant son avenir.

Paradoxalement, le coup de force a montré clairement la situation aberrante du contingent. Pendant 28 mois, des centaines de milliers de jeunes sont soumis à l'emprise implacable d'une organisation totalitaire : « l'Algérie devenue champ de manœuvre, les écoles militaires transformées en universités fascisantes, les colonels promus directeurs de conscience, les généraux en chefs politiques ».

Cette action totalitaire, la réussite de l'entreprise factieuse aurait eu pour effet de l'étendre à toute la nation ; les dernières libertés disparaissaient ; tous les citoyens étaient alors sous la coupe des colonels du 5<sup>e</sup> bureau (main-

tenant appelé, ô ironie, « problèmes humains ») et de leurs théories fascistes.

L'effondrement du putsch d'Alger suffit-il à écarter ce péril ? Nous ne le croyons pas. Quels que soient les mouvements de personnels (destitutions, mutations, nouvelles promotions), quelle que soit la répression judiciaire, les données du problème ne sont pas fondamentalement modifiées.

Demain, de jeunes recrues continueront à être intoxiquées dans les centres d'instruction et les E.O.R. Godard va être jugé, condamnera-t-on ses méthodes ? Challe et Zeller vont être jugés, condamnera-t-on le système qui leur a permis d'utiliser la jeunesse pour leur entreprise criminelle ? Qui peut assurer que demain les mêmes cours ne seront pas enseignés, les mêmes consignes données à tous les échelons de la hiérarchie ?

Voilà l'essentiel. Si les exécutants sont sanctionnés, le système militaire demeure. Comment les mêmes causes ne produiraient-elles pas les mêmes effets à l'avenir !

Combattre avec le contingent impose donc une seule tactique : détruire le système actuel et le remplacer par de nouveaux rapports Armée-Nation en redéfinissant la place du contingent dans l'Armée.

## La Gauche et le Système

La gauche — partis et syndicats — n'a pas toujours su voir le problème militaire dans sa totalité, elle s'est contentée le plus souvent de slogans, de mots d'ordre : campagne contre les 18 mois, « retrait du contingent », etc... Si ces campagnes, malheureusement vaines, avaient leur utilité, elles n'allaient pas cependant au fond des choses. Face à la cohésion d'un système qui a sa propre logique, on a opposé des arguments sentimentaux ou moraux.

Il a fallu attendre ces derniers mois, sur l'initiative principalement de militants libérés du service militaire, pour que des contacts élémentaires soient noués entre les mouvements de jeunesse, les partis et leurs militants en Algérie. Aujourd'hui, il apparaît que cette voie doit être plus largement ouverte. Isolé, coupé de la gauche, intoxiqué par l'ambiance de la « guerre subversive », le contingent a dû trouver seul son propre chemin. Avec quelles difficultés, avec quel danger ! Il faut donc que ces contacts soient poursuivis, intensifiés, nourris. Et déjà les jeunes appelés remettent en cause dans leurs lettres le système ; ils forcent la gauche à serrer son analyse, à résoudre les problèmes fondamentaux de la réforme de l'Armée.

Pour sa part, notre Parti, comme en témoigne le tract de novembre, avait compris qu'il devait soutenir le contingent dans sa solitude. Il commençait aussi à se soucier du système militaire. A cet égard, malheureusement, les quelques points du programme élaboré par le premier Congrès sont trop fragmentaires. Du moins marquent-ils une prise de conscience de l'importance de la question militaire. A l'occasion de la crise présente, cette doctrine va être approfondie et élargie ; souhaitons que le P.S.U. en ce domaine contribue au réveil de toute la gauche, dont les vœux en cette matière ont été trop souvent irréalistes.

## Soutenir le contingent

Tribune Socialiste a exposé la semaine dernière la nécessité de soutenir le contingent. A court terme, c'est là notre tâche primordiale. Chaque jour nos craintes se trouvent renforcées : il ne s'agit plus seulement de « voler sa victoire au contingent », mais de punir sa résistance à la dictature militaire. Punitions, brimades, mutations dans les unités les plus exposées (commandos de chasse) commencent à sanctionner les jeunes qui se sont signalés par leur énergie à défendre la légalité. Le gouvernement dénonce à mots couverts l'existence de

cellules communistes ; c'est un prétexte commode pour légitimer cette nouvelle répression.

La Gauche ne doit pas laisser s'accomplir ce mauvais coup. Dans le cadre du Front Socialiste, des contacts ont été pris avec les syndicats pour que s'organise dans l'union la riposte. Plus que jamais, le contact doit être gardé avec le contingent. Parents, épouses, amis, doivent soutenir individuellement les jeunes appelés ; toutes les informations recueillies sur cette répression doivent être diffusées de façon que l'action collective puisse se développer.

Mais ces mesures de défense n'atteindront véritablement leur but que si la pression de l'opinion impose la reprise immédiate des négociations avec le G.P.R.A. La PAIX est l'unique moyen d'arrêter cette répression larvée. En outre, la fin de la guerre, en ôtant leur principal prétexte d'agitation aux factieux, assurera le respect des libertés ; elle permettra surtout de desserrer le carcan qui étouffe la jeunesse.

## Réformer l'Armée

Toutefois, il serait erroné de croire que la réduction du service militaire, que nous devons exiger, et la fin du conflit algérien, suffiront à abattre le système militaire.

Sans une réorientation radicale du service militaire, un putsch demeure toujours possible, car le retour de l'armée en métropole ne modifiera pas nécessairement les mentalités et

les structures. L'exemple de l'Indochine démontra que, malgré la paix, les cadres de carrière ont poursuivi l'organisation de leur système.

Il convient donc de ne pas se contenter d'un succès partiel, important certes, mais qui ne détruit pas le système générateur de complots fascistes.

Notre travail le plus urgent est donc de préparer la définition de nouveaux rapports entre l'Armée et la Nation.

L'Armée est au service de la Nation, la démocratie réclame qu'elle soit uniquement sous le contrôle du peuple. Il y a quarante ans, Jaurès avait entrepris cette définition de nouveaux rapports entre l'Armée et le Peuple, qui détient seul tout pouvoir. Evidemment, l'évolution des sociétés, la modification des rapports de force ne permettent plus de reprendre toutes les conclusions de Jaurès, mais c'est à un semblable effort que nous sommes conviés aujourd'hui.

Il s'agit dès maintenant de préparer les conditions de liberté du jeune appelé sous les drapeaux.

Il faut prévoir une profonde réforme des Centres d'instruction et des écoles militaires, et d'abord l'abolition de programmes d'instruction dont on vient d'apercevoir la nocivité.

Puisse le coup de force fasciste du 22 avril avoir ouvert les yeux à la gauche française sur un problème fondamental, qu'elle tendait trop à ignorer. Tant que subsistera le système militaire actuel, nos libertés demeurent en péril, qu'on ne l'oublie pas.

Il est urgent d'abolir ce système néfaste et de libérer notre jeunesse captive.

J.C. BARIGEL

## Avant les cantonales : Pour une victoire de la Démocratie et du Socialisme

UN puissant rassemblement s'est organisé pour mettre en échec le putsch du 22 avril.

Face à la menace toujours actuelle d'une nouvelle agression militariste et fasciste, face au renforcement du régime autoritaire et de pouvoir personnel, la campagne pour les élections cantonales doit être l'occasion pour les forces démocratiques de développer leur combativité et leur union.

Le P.S.U. — interprète des millions de travailleurs qui se sont battus au coude à coude pour faire échec au complot, et qui savent que l'union est plus que jamais nécessaire — demande à ses fédérations de proposer aux organisations politiques et syndicales qui se sont affirmées dans le combat antifasciste du département, de mener campagne commune pour battre les candidats conservateurs et préparer les conditions du Front Socialiste.

DANS cet esprit, le P.S.U. souhaite que soit désigné POUR CHACUN DES CANTONS RENOVELABLES DU DÉPARTEMENT, UN CANDIDAT COMMUN A TOUTES CES ORGANISATIONS, sur la base d'une plate-forme politique ;

- lutte contre les hommes du complot et ceux du pouvoir personnel
- Paix immédiate en Algérie
- Soutien aux revendications des organisations syndicales de travailleurs
- Défense de la laïcité et démocratisation de l'Enseignement
- Soutien des réformes de structure économiques et politiques propres à assurer le contrôle des classes travailleuses sur l'économie et le développement du pays.

C'est sur cette plate-forme que se battront dans chaque canton les candidats du P.S.U. si un tel accord départemental n'a pu intervenir. Le Parti, force d'avenir du socialisme et de la démocratie en France, devra alors être présent dans le plus grand nombre possible de cantons. C'est une nécessité si l'on veut vraiment que se renforce le courant pour le renouveau de la gauche démocratique et socialiste, dont le P.S.U. est l'animateur.

## Avec le P.S.U. Pour l'Union des travailleurs Pour une victoire de la Démocratie et du Socialisme

## Le Gouvernement frappe... à gauche

Au moment où le général de Gaulle lui-même reconnaît la vanité de la guerre d'Algérie et l'évolution inévitable de l'Algérie vers l'indépendance, son pouvoir continue à maintenir en prison ceux qui ont combattu pour hâter la fin de la guerre « imbécile et sans issue ».

Ainsi le mardi 2 mai, la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Paris a rejeté une nouvelle demande de mise en liberté provisoire de Simon Blumental, détenu depuis le 27 janvier.

Le P.S.U. et « T.S. » s'élèvent, comme ils l'ont toujours fait, contre cette répression.

On nous informe de l'interdiction de publication en France du périodique espagnol « Accion Socialista ».

Ce journal était le moyen d'expression d'un groupe de républicains espagnols, démocrates et communistes indépendants qui ont combattu en France et ont donné leur sang durant l'occupation nazie.

Cette mesure est sans portée politique valable et n'a pour seul résultat que de manifester une ingratitude lâcheuse à l'égard d'hommes qui ont combattu pour notre liberté et pour la Liberté.

Tribune Socialiste manifeste son attachement au peuple espagnol et proteste contre cette injuste brimade.

# Comment Saint-Nicolas

On a parlé de Saint-Nicolas-en-Forêt (Moselle, 35.000 habitants) il y a à peu près trois ans, parce que cette cité neuve bâtie au milieu d'un coteau forestier se détachait de son ancien support administratif et devenait commune.

Il en fut de nouveau question dans la grande presse quand, dans cette commune sans passé, fut inauguré un monument aux Morts, un monument vierge de noms.

En septembre 1960, la majorité du Conseil Municipal démissionnait collectivement sous le singulier prétexte que le premier adjoint venait d'être licencié par son employeur.

L'article ci-dessous, écrit à l'époque, se rapporte spécialement à cette affaire de septembre 60. Il n'est pas inactuel car, bien entendu, rien n'est changé et Saint-Nicolas-en-Forêt est exemplaire de la manière dont certains trusts gèrent, — non pas leurs entreprises —, mais certaines parties du territoire français, leurs richesses, les hommes qui y vivent, les institutions locales, etc...

A la veille d'élections cantonales, cet exemple permet de voir à quoi peut être réduite la démocratie politique si elle n'est pas étayée de démocratie économique.

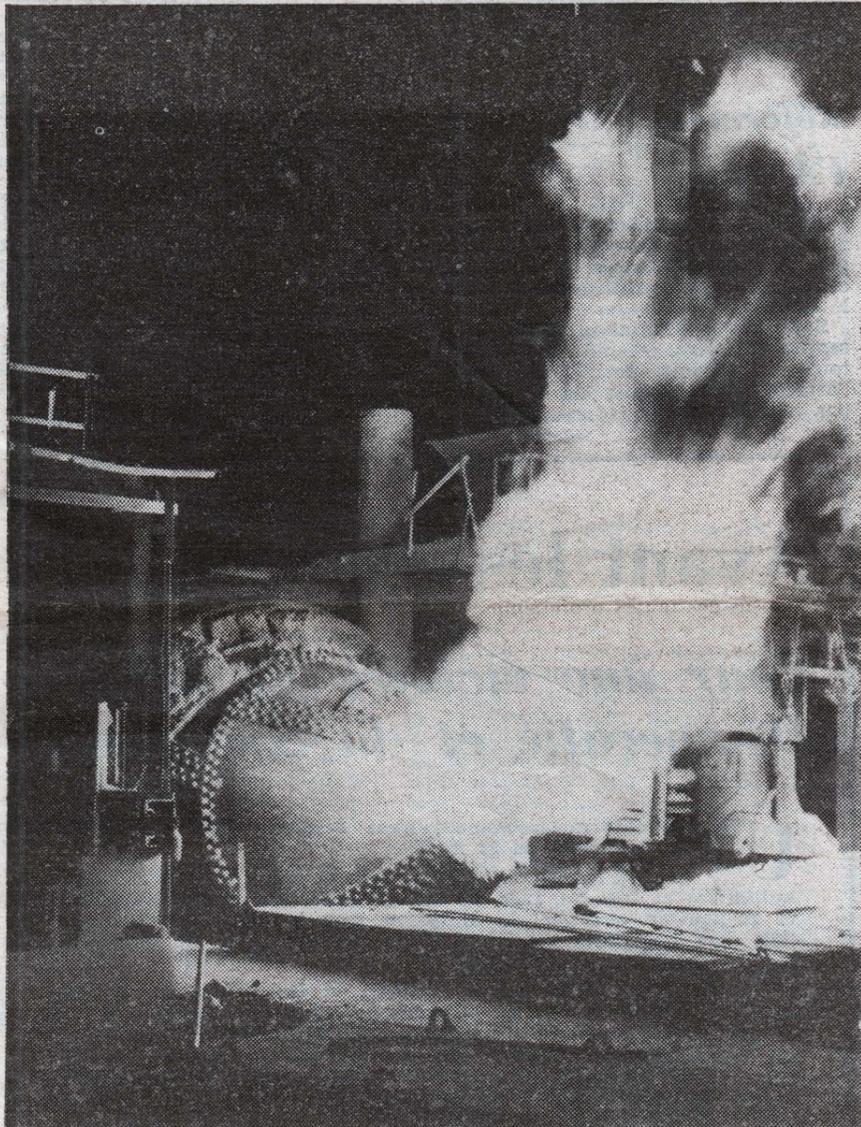
de (il existe deux de ces convertisseurs en Europe), commençaient les travaux de construction d'un deuxième train de laminage à froid. Le premier avait laminé 1.200.000 tonnes en 1957.

Les installations de cet ensemble se dispersent sur plusieurs communes. L'une d'elle va disparaître totalement, absorbée par les usines. Il y a 8.000 ouvriers, la plupart étrangers à la région, recrutés dans toute la France, spécialement en Bretagne, dans le Nord et les Vosges. Bien entendu, il fallait les loger. Une société fut créée pour cela, « l'Immobilière Thionvilloise », qu'il est difficile de distinguer de la Sollac. A cette société, « De Wendel et Compagnie » a vendu une partie des immenses terrains qu'elle possède, notamment une forêt où fut déboisé l'emplacement de Saint-Nicolas. L'Immobilière ou la société d'H.L.M. de Thionville, un peu plus libre, mais guère plus, ont acquis d'autres terrains, dont certains, par exemple, constituent l'essentiel de la commune de Guenange, à plusieurs kilomètres de là, sur l'autre rive de la Moselle. On compte ainsi sept ou huit cités dépendant totalement de la Sollac, dont la dispersion, s'ajoutant à celle des usines ne peut apparaître comme un hasard géographique, mais comme un élément d'une stratégie. Sollac semble aussi avoir des intérêts dans la Transfensch, la ligne d'autobus qui relie la vallée à Thionville. Avec de Wendel et Compagnie, elle a fondé Fensch et Orne, une société de magasins à succursales (5 actuellement). Ainsi, dans tous les aspects de la vie de leurs vasseaux, interviennent les barons anonymes.

ation. D'ailleurs la qualification est déterminée non par les examens prévus par les conventions collectives, mas par des examens-maison, sans valeur hors de l'entreprise. D'autre part, Sollac emploie en grand le système du « job-évaluation », du salaire fixé, non d'après la qualification, mais d'après le poste de travail, c'est-à-dire finalement, surtout dans les secteurs automatiques, de façon totalement arbitraire. Avec ces moyens, le personnel peu qualifié se trouve lié à la maison et l'ensemble du personnel, qualifié ou non, se trouve lié au poste et à la valeur du poste (ré-évaluable en meilleur ou en pire à tout moment).

## Expériences et inexpérience syndicales

Des syndicats, — une section CGT et une section CFTC — se sont pourtant constitués. Elles portent la marque du filtrage. N'ont pu passer que des éléments C.G.T. peu repérés, c'est-à-dire de moindre expérience. Quant aux militants CFTC, la plupart se sont révélés sur place, chez les jeunes. Certains — déceptions pour la Direction, car ils n'ont pas tenus les promesses de leur dossier



(Keystone.)

Dans la chaleur du métal en fusion : la sueur des uns pour l'or des autres.

DES maisons individuelles et des collectifs métalliques à 3 étages ont été implantés en pleine forêt sur le plateau qui domine la vallée de la Fensch, petit affluent de la Moselle. Dans la vallée, au bas de la côte, une vieille et unique plaque pour indiquer le village. Par contre, sur toutes les routes, des poteaux-Michelin en ciment massif désignent la direction des usines Sollac. Ainsi le voyageur découvre les importances relatives, le hameau et la forteresse : Saint-Nicolas est un fragment du fief Sollac.

Sollac : société lorraine de laminage continu. Un titre très anonyme, digne de l'ère des managers. En fait, la société est anonyme au deuxième degré puisque les actions appartiennent à sept porteurs, eux-mêmes sociétés sidérurgiques et anonymes puisque la production n'est pas vendue mais répartie entre ces sept sociétés au prorata de leur participation.

Toutefois, l'anonymat de nos jours reste souvent l'apanage des grandes familles. L'une des sept sociétés en question s'intitule De Wendel et Compagnie. Elle détient 44,45 % des parts Sollac. Parmi les six autres porteurs, on trouve J.-J. Carnaud (de Loire-Atlantique) avec 7,339 %, et l'on se souvient que chez J.-J. Carnaud, la

majorité depuis quelques années appartient à De Wendel et Compagnie. La plus grosse unité de production de De Wendel et Compagnie — la plus grosse aussi de toute la sidérurgie française (10 hauts-fourneaux, sur 4 kilomètres) — est installée à Hayange, dans la partie encaissée de la vallée de la Fensch. Là où la vallée s'élargit et où l'usine d'Hayange s'arrête, commence la Sollac : le territoire de la branche cadette, juxta celui de la branche aînée.

## Les barons anonymes

Cette branche cadette est une puissance : aciéries, cockeries, deux trains de laminoirs, le tout né en 1950, des crédits Marshall, et constituant le pendant lorrain d'Usinor. C'était à l'époque l'ensemble le plus moderne d'Europe; il n'a pas cessé de se moderniser et de s'étendre. En 1960, tandis que l'aciérie s'équipait d'un nouveau convertisseur de brevet suédois pour produire de l'acier de haute qualité à un rythme beaucoup plus rapi-

## Entre le vieux paternalisme et l'école américaine

Un pareil ensemble suppose une politique sociale. Celle-ci est un curieux mélange. L'origine des fonds a influencé les techniques sociales comme les techniques de production. On parle beaucoup chez Sollac des méthodes américaines. Maison ouverte, publicité, (d'où les poteaux indicateurs, les seuls de la région signalant une usine), relations humaines, mise en confiance des ouvriers : ce jargon est à la mode. Mais le voisinage, l'emprise de De Wendel mêle à ce modernisme une tendance très accentuée au bon vieux paternalisme totalitaire qui est la marque de la maison-mère. Il n'y a d'ailleurs pas conflit entre les deux systèmes : les gestes et les déclarations superficielles du style « relations humaines » se plaquent fort bien sur la réalité solide des méthodes traditionnelles.

A la base de la politique sociale-Sollac, il y a le recrutement. Qui dit recrutement, dit filtrage, c'est-à-dire police. Le travail est bien fait. Qui a un passé syndical ne rentre pas. Mais le filtrage n'est qu'un des deux facteurs d'un bon recrutement. S'il faut se garder des mauvais éléments, il faut aussi en embaucher de « bons ». C'est pourquoi une partie du personnel vient de l'armée ou de la marine. Les petites annonces-Sollac figurent dans les papiers remis au moment de la démobilisation à certains engagés à temps. D'autre part, une partie des cadres est constituée par des officiers, généralement supérieurs, en retraite.

Le rôle de la police ne cesse d'ailleurs pas avec l'embauche. La police intérieure, visible ou secrète, est un instrument permanent de gouvernement. Le mouchardage règne. Les syndicats ne sont pas sûrs, ni les Conseils municipaux. Les logements de célibataires, dont le responsable fut capitaine de gendarmerie, sont régis par un règlement très strict, (pas de visites, surtout féminines), par contre l'accès des chambres n'est pas interdit aux gardes Sollac en uniforme.

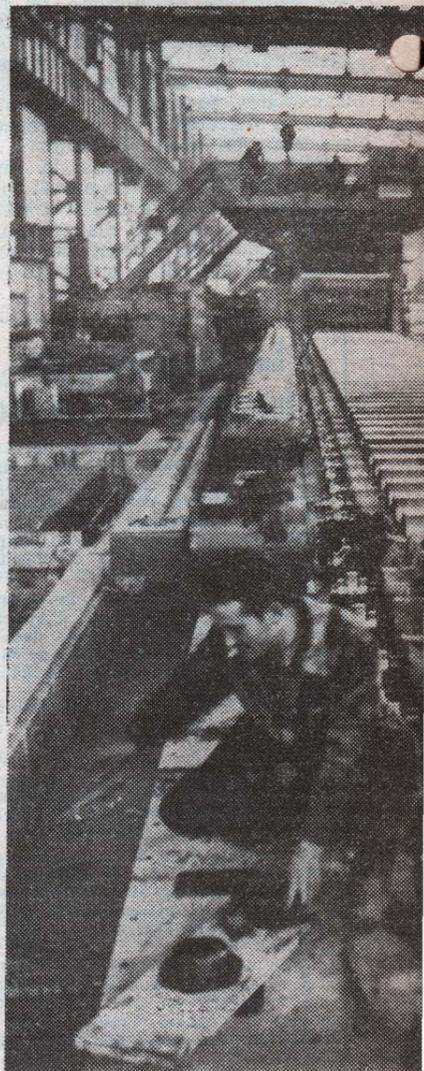
La police, c'est la face négative de la lutte anti-syndicale. Les méthodes de travail et de rémunération relèvent de la face positive. L'objectif est d'intégrer l'ouvrier.

Il y a, à Sollac, environ 30 % de mensuels. Ceux-ci tiennent à peu près tous les postes-clés de la fabrication. Tenir un poste-clé sur un train de laminoirs, fortement automatisé, peut à la fois comporter une certaine responsabilité et n'exiger aucune qualifi-

# tient

de scouts ou de mécaniciens de la marine — sont très actifs mais avec davantage de bonne volonté que d'instinct de classe, que d'instinct de la dureté de la lutte. Ceci était surtout vrai avant la crise de septembre.

Contre les syndicats, puisqu'enfin ils existent, la Direction pratiqua une politique d'étouffement. Une vague tolérance, une surveillance étroite et,



Le train de laminoirs de la

as

quand c'est nécessaire, des coups de frein ou des propositions de promotion pour les militants. Le Comité d'entreprise se réunit régulièrement, possède exactement 1 NF, comme fonds propre, et les réunions se passent en discussions aimables. Les meilleurs militants se heurtent à des difficultés énormes. La dispersion de l'usine amène l'impossibilité de communiquer d'un département à l'autre. La police, même si elle ne sévit pas, surveillance et note. Beaucoup d'ouvriers sont venus à Sollac, attirés par la perspective de hauts salaires avec la mentalité « chercheurs d'or ». Ils se sentent liés, non seulement à la cotation de leur poste de travail mais à l'expansion de l'usine. L'action syndicale est plus difficile au train de laminage à froid depuis que la construction du deuxième train est en cours : il y a de ce côté-là trop de perspectives de promotions pour que les intéressés prennent des risques.

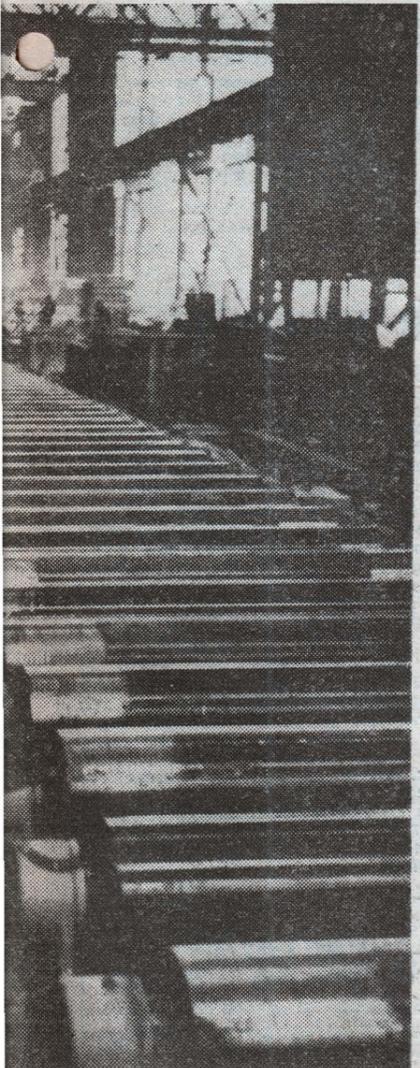
Bien entendu, les rapports direction-syndicats ne sauraient être circonscrits à l'usine. Il y a aussi les cités : Guenange, Saint-Nicolas, pour ne citer que ces deux-là, dépendent totalement de la Sollac.

Le territoire de Saint-Nicolas appartient tout entier à « l'Immobilier Thionvilloise ». Les maisons aussi. Les familles des salariés Sollac constituent 98 % de la population. L'Eglise provisoire est une baraque Sollac pour pouvoir bâtir une mairie, faut que la commune achète un

# tête

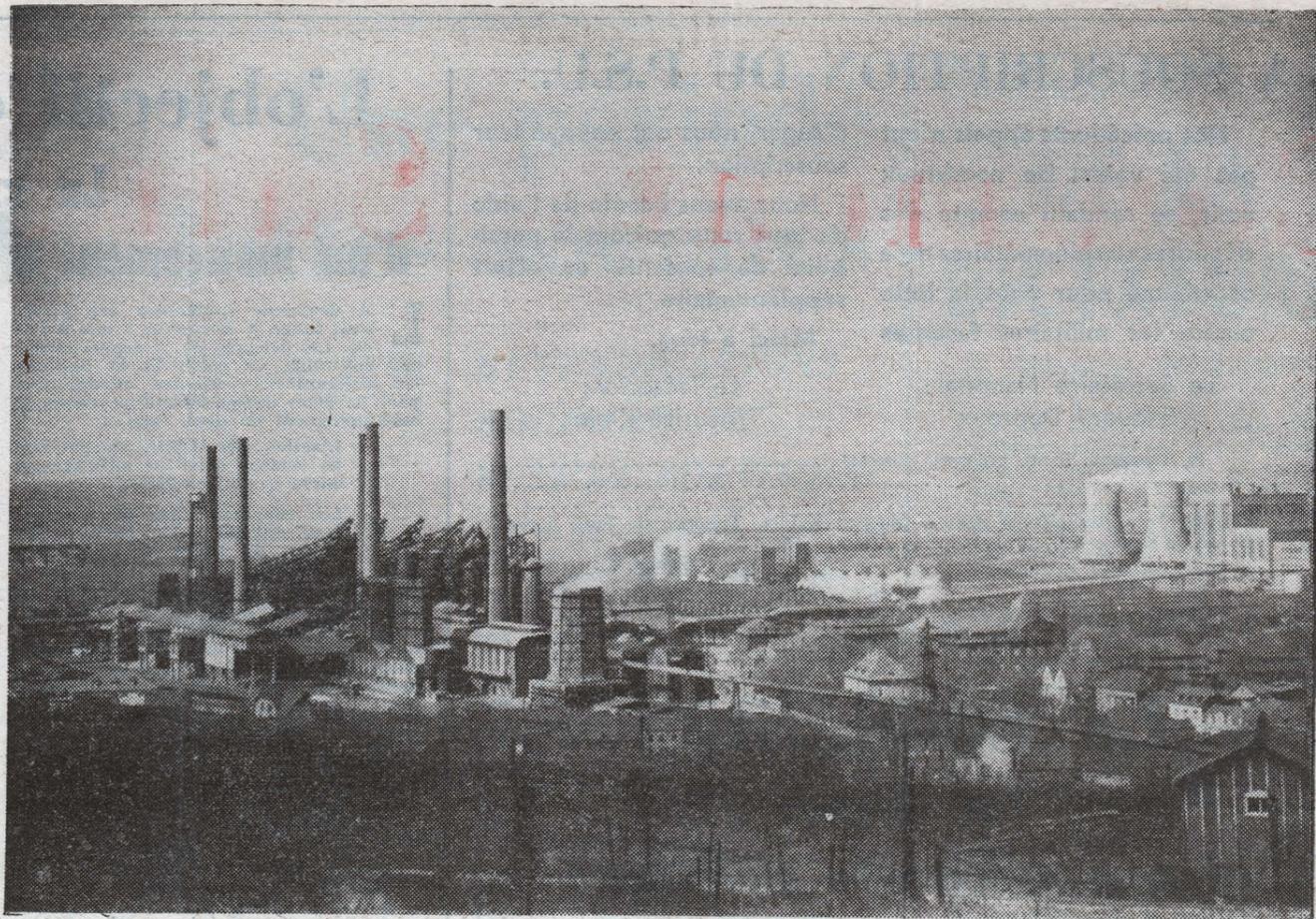
terrain à « l'Immobilier Thionvilloise ». Cette commune n'a aucune ressource, en dehors des contributions locatives. Pratiquement pas de taxes locales : il y a trois commerçants. Pas de contributions foncières : l'I.T. en est dispensée pour vingt ans.

Pour équiper les communes, la Sollac, fidèle à la « tradition De Wendel », est prête à dépenser. Guenange



(Keystone.)

poste-clef de la fabrication.



Au service des barons « anonymes », des kilomètres de hauts-fourneaux.

(Keystone.)

a déjà sa mairie ultra-moderne, flanquée d'un monument aux morts, sans morts, que le général Lecoq est venu inaugurer. A Saint-Nicolas, la Direction offre volontiers : église, mairie, centre sanitaire. Il est aussi question de bâtir une maison de jeunes, de payer des animateurs... recrutés par Sollac, évidemment... Tout est possible dans le cadre du fief. Tout est possible si les Conseils municipaux restent des paravents, des dépendances, parallèles au comité d'entreprise et à qui, une fois par mois, un quelconque porte-parole des barons anonymes vient expliquer la politique sociale que la maison entend appliquer sur ses terres. La différence entre Guenange et Saint-Nicolas, sensible à la première visite, c'est que Guenange est doté d'un de ces Conseils municipaux, alors que celui de Saint-Nicolas était indépendant.

Il y eut, dès le début, à Saint-Nicolas, des gens de bonne volonté qui pensèrent à l'équipement de la cité. Passons sur leur histoire. Toujours est-il qu'aux dernières élections municipales ils s'allièrent au premier maire de la commune et furent élus en masse. Ils avaient voulu une liste représentative. Ainsi, un des conseillers se réclame du P.C.F., un autre de la S.F.I.O., d'autres sont C.F.T.C., C.G.T., anciens scouts, voir P.S.U., les éléments moteurs, étant également à l'usine, animateurs des syndicats. Notamment le premier adjoint Troillet, était l'un des responsables de la C.F.T.C.

La municipalité était donc indépendante, mais son vouloir ne fait guère de poids. Etait-il question de construire une mairie ? L'I.T. n'entendait céder le terrain qu'à 1.800 NF l'are, sous prétexte qu'elle avait payé l'infrastructure (avec, il faut le dire, 60 % de fonds public). Il faudrait une maison de jeunes dans une commune où la moyenne d'âge est de 16 ans. La municipalité n'a pas de crédits. Elle ne voudrait pas pourtant d'une maison de jeunes estampillée Sollac. Mais rien n'empêche Sollac de passer outre, ni le terrain, ni les moyens ne lui font défaut. L'entreprise enfin, dispose envers les conseillers municipaux d'autres moyens de pression. C'est elle qui décide de leurs horaires de travail. Elle peut aussi les licencier de l'usine et, sur la même lancée, de leur domicile dans la commune. C'est ce qui est arrivé en septembre.

La crise de septembre se situait dans la commune et à l'usine.

A l'usine, des années durant, la Direction a surveillé la C.G.T. et tenté d'amuser la C.F.T.C. Puis celle-ci sous l'influence des équipes jeunes, s'est durcie, est passée, avec un certain succès, malgré le climat, à l'offensive chez les mensuels. C'était s'attaquer à

un secteur-clef de la politique patronale. Parallèlement, à Saint-Nicolas ou ailleurs, des militants C.F.T.C. luttaient sur le terrain municipal contre les œuvres Sollac. La politique d'étouffement aimable céda alors la place à la répression. Coup sur coup, trois militants furent licenciés : l'un était premier-adjoint à Saint-Nicolas, l'autre, en même temps qu'il animait l'action chez les mensuels, était le seul conseiller d'opposition à Guenange, le troisième, entre autres activités, s'occupait d'une équipe sportive indépendante de la Sollac.

La manière dont purent être opérés les licenciements, tout comme les premières réactions, révélèrent la faiblesse syndicale. Contre les trois licenciés furent avancées des fautes professionnelles précises, par exemple une faute de pointage. On s'aperçut à cette occasion que des militants s'étaient laissés prendre au climat facile de la maison, à un certain laisser-aller. Les gens de bonne volonté de la C.F.T.C. n'avaient pas encore appris qu'à l'action syndicale comme à la guerre, il faut toujours être sur ses gardes, même lorsque le secteur est apparemment calme.

## Tout le monde au pas

A la suite du dernier licenciement, au lieu de s'entendre avec la C.G.T., les militants C.F.T.C. perdirent du temps en démarches, à la Direction, à la préfecture, etc...

Quand enfin, huit jours après, ils voulurent déclencher la grève, ils tombèrent sur un terrain organisé par l'adversaire. On avait expliqué longuement aux horaires que la C.F.T.C. voulait les faire débrayer pour un mensuel. On avait expliqué aux mensuels que le licenciement d'un des leurs était un avertissement. Les C.R.S. étaient en place. Ce fut un échec.

Restait le front municipal. Douze conseillers démissionnèrent par solidarité envers l'adjoint et pour protester contre l'absence de crédits, l'impossibilité de réaliser le minimum indispensable, mairie, centre sanitaire, etc...

Leur démission fut refusée. On entra en discussion. Le 13 octobre, le sous-préfet monta à Saint-Nicolas. Il promit que la commune serait comprise dans les zones à urbaniser en priorité, que 100 millions de crédits lui seraient affectés à partir de 1961, que la question du terrain de la mairie

serait réglée, qu'il y aurait à Saint-Nicolas, mairie, centre sanitaire, église et que, d'ailleurs, le Conseil pourrait en discuter directement avec le ministre Sudreau, visiteur annoncé pour la semaine suivante.

Quant au sort de l'adjoint, seconde question posée par le Conseil, le sous-préfet, bien entendu, n'y pouvait rien...

Voilà ce que fut l'affaire Saint-Nicolas. Pour les syndicats, spécialement pour la C.F.T.C., c'est une incontestable défaite. Le travail commencé chez les mensuels fut interrompu. Il semblait toutefois qu'une défaite de ce genre puisse être payante, hâter la maturation des militants, durcir les attitudes, transformer la simple bonne volonté en conscience de classe.

La commune, elle, obtint des satisfactions matérielles. Reste à savoir si le ressort de la lutte n'est pas entamé. « C'est le pot de terre contre le pot de fer », a laissé entendre le sous-préfet. La question est posée de savoir si Saint-Nicolas redeviendra une simple réalisation sociale Sollac.

L'histoire est en tout cas exemplaire. Les barons anonymes de la sidérurgie, les De Wendel, directs ou indirects, les capitalistes, néo ou pas, fils de famille ou managers, ont la même politique. Leur emprise, contrairement à ce que pensent certains, ne se défait pas, mais s'intensifie. Leur domaine s'étend des secteurs classiques, production, logements, vers d'autres, commerce, transport, éducation. En fait, ils tendent à mettre la main sur toutes les formes de relations sociales. La Sollac, puissance modèle, ne tolère chez elle aucune autonomie. Elle a son éducation professionnelle, soustraite à l'Éducation nationale. Elle aura demain ses maisons de jeunes d'où instituteurs et syndicalistes seront exclus, et où l'on ne tolérera les curés que s'ils sont sages. La Sollac ne donne pas pour les œuvres : elle les bâtit et les gère. L'évêque est ainsi placé sous surveillance et le préfet ne fait pas le poids. La société n'a-t-elle pas sa police pour faire elle-même la chasse aux communistes ? Elle ne fait, en aucun domaine, confiance à personne : c'est plus sûr.

Ni les uns ni les autres ne peuvent pour leur compte bâtir autre chose dans le domaine. Ils n'ont pas les terrains, ils n'ont pas les fonds. Ainsi, le régime foncier féodal vient compléter l'armement du capitalisme le plus moderne.

Dans ces conditions, on peut toujours expliquer aux militants du secteur que le capitalisme change de visage et que la condition ouvrière en fait autant. S'ils l'admettent, ce sera pour ajouter que ces évolutions vont vers le rétablissement du servage.

# à la Sollac

## LA SOUSCRIPTION DU P.S.U.

Nos précédents appels n'ont pas été vains. De nombreux amis, se rendant compte des dépenses supplémentaires qu'a occasionné pour nous la lutte contre les militaires fascistes

d'Alger, nous ont envoyé leur souscription.

Nous avons besoin de l'aide de tous ceux qui ont la possibilité de consentir un effort supplémentaire.

Merci à tous.

Le Secrétaire National :  
Edouard Depreux

Le Trésorier :  
Maurice Klein

Je, soussigné (nom, prénoms, adresse) .....

.....

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste Unifié, la somme de ..... NF.

Signature :

## La Solidarité : Un devoir et une nécessité politique

**D**EPUIS plus de six ans, le Peuple algérien mène une lutte courageuse contre les forces colonialistes, contre la caste militaire qui rêvait d'assurer son pouvoir non seulement sur l'Algérie, mais sur la France elle-même.

Depuis plus de six ans, en France, des hommes et des femmes courageux luttent contre la guerre par des moyens différents — de l'action politique à l'aide aux Algériens — ils ont, malgré la carence des partis politiques traditionnels, affirmé la réalité du Front international des travailleurs, des socialistes.

Parti politique des travailleurs français, le P.S.U., dès sa naissance, a pris sans concessions position contre la guerre et pour l'indépendance de l'Algérie.

Il a affirmé que son combat devait être politique, son rôle d'élever la conscience des masses et de leurs organisations, de dresser les soldats du contingent contre les officiers factieux. Les conditions de l'échec du complot fasciste militaire justifient cette politique.

En même temps, notre Parti a toujours proclamé sa solidarité avec tous ceux qui, effectivement, luttent contre la guerre colonialiste. Il s'est refusé à condamner les « actions d'avant-garde », les « actes individuels » qui, même s'ils ne s'inscrivaient pas dans la ligne de son action politique, traduisaient la volonté de lutte d'une jeunesse déçue par les atermoiements de l'ensemble de la gauche.

Le PSU a aussi affirmé sa volonté d'en finir avec la ségrégation qui isole en France les travailleurs algériens. Conscient des nécessités de la lutte d'aujourd'hui comme des impératifs du combat de demain, il entend contribuer à réformer des deux côtés de la Méditerranée, le Front uni des travailleurs, condition de la défaite, ici et là-bas, des forces réactionnaires.

**D**ANS ces perspectives, un immense effort de solidarité pour toutes les victimes françaises et algériennes de la répression s'impose.

Ce n'est pas là une tâche mineure : c'est aussi un moyen des plus efficaces pour faire prendre mieux

conscience aux masses populaires de tout l'odieux de la guerre et de la répression.

C'est d'abord apporter aux emprisonnés, aux internés, à leurs familles une aide matérielle indispensable, un soutien moral précieux, en premier lieu à nos camarades du Parti frappés pour leur action.

C'est aussi, quand une section parraine un détenu algérien, contribuer à l'alliance de nos deux peuples et toujours dénoncer le double jeu d'un régime qui, contraint à la négociation, continue dans sa hargne à frapper aussi bien les Algériens que les Français qui sauvent l'honneur de la gauche française et portent témoignage que notre pays a d'autre visage que de geôlier ou de « pacificateur » ; qu'il recèle d'autres énergies, d'autres passions que le feraient croire certaines lâchetés et beaucoup d'acceptations résignées.

Chaque camarade doit verser au fonds de Solidarité, mais chaque fédération, chaque section doit avoir SA Commission de Solidarité, prendre toutes les initiatives pour entraîner les sympathisants, tous ceux que révoltent la guerre d'Algérie et ses conséquences.

— Femmes, jeunes, doivent prendre la tête de cette action.

— Des listes de souscription doivent circuler en dehors des rangs du Parti.

— Pas une réunion ne doit se tenir sans appel à la solidarité.

— Des réunions ouvertes aux sympathisants, publiques si possible, doivent être organisées pour dénoncer la répression et organiser la collecte de l'argent, des livres, des vivres, des vêtements pour les emprisonnés et leurs familles.

Nous savons pouvoir faire confiance à l'esprit d'initiative des militants s'ils comprennent que les victimes de la répression ont droit à notre aide et qu'une campagne de solidarité est un moyen de mobilisation, une possibilité de dénonciation du régime gaulliste, une occasion d'aider à la lutte pour la paix, l'indépendance et pour le socialisme.

Marcel PENIN.

## Soutenir la campagne d'Action laïque

Comme chaque année, la Ligue de l'Enseignement organise — du 2 au 13 mai — une quinzaine de l'ECOLE PUBLIQUE.

Une vignette « vitrine » et des timbres sont proposés à tous les amis de la laïcité. Les fonds doivent être envoyés à la

Fédération de la Seine  
des Œuvres Laïques

72, rue de Bellechasse, Paris-VII<sup>e</sup>  
C.C.P. Paris 638-80

## NIÈVRE

■ A CLAMECY, réunion d'information avec la participation d'Alain SAVARY.

Samedi 13 Mai

à 21 heures. Les camarades des Fédérations voisines sont cordialement invités. (Se mettre en rapport avec J. Boichard, 31 Cité Parc, Nevers).

## SAINT-OUEN

La Section de ST-OUEN cherche une Ronéo d'occasion.

Ecrire à Pierre DELPERIE, 10, place de la République, Saint-Ouen (Seine).

## L'objectif des J.S.U. :

### La création d'un mouvement d'éducation socialiste

**L**A deuxième conférence des J.S.U. s'est tenue le dimanche 7 mai à Paris. Les délégués de 12 départements ont confronté au cours de la matinée les différentes expériences et ont fait part de leurs difficultés qui proviennent essentiellement de deux faits :

— L'action des J.S.U. se développe surtout dans les milieux scolaires et universitaires.

— Les rapports entre les organismes statutaires du parti et les cercles de jeunes sont difficiles à définir.

Si on a pu remarquer une grande diversité dans la constitution et l'organisation des cercles et groupes J.S.U., ce qu'il importe de retenir c'est la décision prise par la conférence, d'organiser le mouvement J.S.U. de la façon suivante :

« Les J.S.U. sont ouverts à tous les jeunes, membres ou non du P.S.U. Ils s'organisent en cercles de quartier, de lycée, de centre d'apprentissage, d'entreprise. Les cercles sont coiffés par un comité général élu par les représentants des cercles. C'est à ce niveau, et à ce niveau seulement, que le contact avec un camarade du Bureau fédéral du P.S.U. est indispensable. Encore ce contact est-il avant tout destiné à amplifier l'aide, notamment matérielle du Parti aux jeunes et à coordonner essentiellement les actions.

Sur le plan politique, les cercles J.S.U. et les comités fédéraux restent maîtres de leurs décisions étant entendu qu'existe un accord fondamental avec l'orientation de la politique du Parti.

L'appartenance à un cercle est matérialisée par une carte J.S.U.. Chaque cercle désigne un Bureau. Chaque adhérent participe à l'élection du comité fédéral lors d'une conférence fédérale, et du Secrétariat national lors de la conférence nationale. Chaque comité fédéral élit son représentant au Comité National d'Administration.

Jean ARTHUYS du Bureau National devait faire ressortir les difficultés de développement qui provenaient en partie d'un manque de perspectives générales.

« Ce qui est grave, c'est que nous n'avons pas de programme en fonction des organisations qui existent, c'est que nous ne puissions pas accrocher les jeunes qui nous intéressent. Il faut répondre aux désirs des jeunes. Un cercle J.S.U., c'est certes un cercle à vocation politique mais cette fonction politique doit s'accomplir dans une ambiance sympathique en étroite liaison avec une fonction d'animation culturelle, de loisirs, d'actions jeunes.

Ce n'est pas de Paris que vous viendra la manne des décisions toutes faites et des réalisations préfabriquées. C'est de vos mains que se bâtiront les cercles. »

Au cours de la suspension de séance une commission de résolution mettait au point un programme et définissait les tâches que les jeunes devaient s'assigner comme objectif immédiat et comme objectif à long terme. La résolution d'orientation générale, dont nous publions par ailleurs d'importants extraits, part

## Motion d'orientation générale

Dans la perspective de l'alternative démocratique et socialiste au régime autoritaire actuel, l'action pour la création d'un front socialiste nous apparaît juste et nécessaire.

Nous sommes, par conséquent, décidés dans notre secteur jeune à participer à la mise en œuvre d'une telle politique en favorisant la création d'un large mouvement d'éducation socialiste de la jeunesse. Cette perspective nous apparaît par ailleurs en accord avec les analyses sociologiques et historiques de la jeunesse française depuis la libération, qui font apparaître comme quasi-impossible la création d'une organisation politique de masse parallèle à un parti.

En conséquence, tout en renforçant notre organisation présente, nous prendrons la responsabilité de provoquer des colloques avec des responsables d'organisations politiques, syndicales, de loisirs et culturelles dont la participation est la condition même de l'existence d'un tel mouvement.

Nous ne voulons pas devenir de petits groupes fermés, trop vite satisfaits d'eux-

de l'analyse politique sur l'alternative socialiste au régime gaulliste. Les J.S.U. se proposent de participer à la constitution d'un tel objectif par la création d'un large mouvement d'éducation socialiste. Dans cette perspective il est primordial que les J.S.U. recherchent les contacts avec les organisations de jeunesse (politiques, syndicales, culturelles, de loisirs) dans les maisons des jeunes, les foyers de jeunes travailleurs, les ciné-clubs des groupes de quartiers...

Il est indispensable que nos camarades engagent le dialogue, provoquent des échanges de vues, des confrontations afin de faire progresser nos idées. Tout ceci nécessite le renforcement de ceux qui existent, la création de nouveaux groupes et de comités fédéraux dans tous les départements, une politique au sein des organisations de jeunesse. Sur proposition de Philippe SIMON la conférence a adopté un programme de travail devant permettre d'étudier les problèmes qui se posent aujourd'hui à l'ensemble de la jeunesse.

Sur le plan de l'action immédiate, la conférence a réaffirmé sa volonté de lutter contre toute tentative de coup de force fasciste et d'établissement d'une dictature militaire. Elle a adopté la résolution suivante :

« La Conférence Nationale des J.S.U. exprime sa solidarité aux soldats du contingent qui ont été nombreux à désobéir à des ordres illégaux et criminels.

Elle s'élève contre l'attitude du pouvoir tenté de faire payer lourdement aux jeunes leur courage et leur esprit de décision.

Elle décide de populariser toutes les actions entreprises par les soldats du contingent pour s'opposer au putsch fasciste et de dénoncer toutes les mesures de répression qui pourraient être engagées contre eux. »

1°) Participer à l'élaboration et à la diffusion de deux brochures, la première intitulée « le contingent témoigne », la seconde, « le contingent accuse ».

2) Provoquer des réunions d'appelés et agir vers les casernes métropolitaines.

3) Chercher à systématiser les liaisons que nous pouvons avoir avec les soldats en France ou en Algérie.

D'autre part, il nous faut exposer lors de nos réunions la nécessaire transformation de l'armée (pas seulement pour des épurations et pour la dissolution des corps de mercenaires mais pour la démocratisation de cette armée : droit d'expression donné aux soldats, démocratisation du recrutement du corps des officiers, modification des rapports officiers-soldats) ; enfin replacer notre lutte dans le cadre de notre action pour la négociation avec le G.P.R.A. »

Après avoir désigné la direction nationale, la conférence a décidé de convoquer une rencontre nationale entre le 11 novembre et le 3 décembre au cours de laquelle seront confrontées les expériences et précisées l'organisation qui doit rester l'objectif des membres des J.S.U., celui d'aider à la réalisation du Front Socialiste par la création d'un mouvement d'éducation socialiste.

P.L.

## Paris-Rive-Gauche

### LA TRAGÉDIE DE LA MINE

au Studio du Val-de-Grâce, 30, rue Henri-Barbusse, Paris V<sup>e</sup>, (Métro Luxembourg), à 20 h. 45, le :

MARDI 16 MAI

## PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin - ODE. 15-04

Semaine du 10 au 17 mai

## LOLA

de Jacques DEMY

(Permanent de 14 h. à 24 h.)

# Une période de grandes luttes sociales

« Il ne s'agit pas d'acquitter quelque dette de reconnaissance et d'équilibrer la punition des méchants par la récompense des bons. Il s'agit de retrouver la confiance active de tous ceux qui depuis des mois se détournent du régime et dont, pour être invisible, l'absence n'est pas moins sensible à tous et d'abord à lui-même lors des visites présidentielles : étudiants, enseignants, ouvriers.

« Tout un climat est à créer, un style à retrouver. Ne plus traiter comme un collégien le président des étudiants qui ose attirer l'attention du Pouvoir sur sa « carence » ; ne plus, sans consulter leurs représentants, régler le sort de millions de salariés dans une lettre intempestive ; ne plus prétendre que les intermédiaires n'ont pas vocation à certaines heures à s'occuper des intérêts généraux du pays. »

Ces lignes extraites d'un article de Jacques Fauvet paru dans *Le Monde*, indiquaient les méthodes pour obtenir une réconciliation entre le Pouvoir et le peuple. J. Fauvet remarquait l'unanimité populaire contre le coup d'Alger et constatait par contre : « La Bourse, il est vrai, s'est affaïssée. Mais l'alerte passée, elle s'est héroïquement ressaisie. » Aussi, posant le choix qui s'offre selon lui au gouvernement, Fauvet conclut : « Cette révolution amorcée, puis manquée à la Libération, cette « révolution loi », le nouveau régime entend-il l'entreprendre ou continuer à se bercer sans endormir aucune revendication aux ronrons de l'association capital-travail ? »

## LA PRUDENCE "SOCIALE" DU GÉNÉRAL

Aux questions posées par Jacques Fauvet, il ne semble pas que le Pouvoir veuille répondre ou puisse répondre. On attendait lundi un discours « social » du Général. Le Général a parlé avec hauteur du plan et des télécommunications, il a promis que le niveau de vie des familles les plus modestes serait d'abord amélioré dans un avenir indéfini. Et c'est tout. Un point obscur de son discours s'adressait aux fonctionnaires : en principe, il était dirigé contre les factieux et les rebelles ; mais il peut tout aussi bien s'appliquer aux « 121 » ou même à d'éventuels grévistes de la Fonction publique. « Personne ne vous a obligé à être fonctionnaires, a dit en substance le Grand chef. Vous l'êtes, cela implique que vous devez servir l'Etat et ne pas vous élever contre lui. » Le sens précis des formules hermétiques du Président de la V<sup>e</sup> nous sera sans doute donné par la suite des événements. Quoi qu'il en soit on est loin de la « Révolution par la loi » que souhaite Fauvet.

Incapable de rénover, le Pouvoir se montre tout aussi incapable, — à moins d'une forte pression — de satisfaire des revendications beaucoup plus élémentaires. On s'en rend compte à son attitude actuelle. Le budget est « à l'aise » selon le mot d'un ré-

dacteur du Monde; M. Baumgartner se réjouit : « La France a gagné des dollars pendant la crise. » Mais il ne s'agit pas de gaspiller tout cela en augmentant le niveau de vie des salariés. Cela explique que, à peine vaincus les généraux factieux, les travailleurs doivent engager la lutte contre un gouvernement dont ils viennent d'être les alliés. Cette fois, il est vrai, l'alliance a été toute provisoire. C'est à contre-cœur qu'ont été abandonnées les actions revendicatives. Bien sûr, les paras et leurs alliés fascistes ont été un moment l'ennemi principal, celui dont la victoire aurait remis tout en cause : libertés politiques et libertés syndicales; celui qu'il fallait écraser à tout prix. Le fascisme a reculé; aujourd'hui, à nouveau, c'est vers l'autre adversaire, celui qui bloque les salaires et qui méprise les organisations ouvrières, vers l'allié des banques et des grosses sociétés, que doivent être dirigés les coups.

## DES LUTTES MASSIVES

Les syndicats craignaient quelque peu que la popularité retrouvée du général de Gaulle freine le départ de l'action. Déjà, dès le début de la semaine dernière, la reprise des débrayages de la Thompson a constitué un symptôme favorable. Quant à la journée revendicative de la Métallurgie organisée jeudi dernier par les fédérations C.G.T., C.F.T.C., F.O., elle a définitivement rassuré. Non seulement la lutte anti-fasciste n'a pas diminué la combativité ouvrière, mais au contraire la cohésion, le coude à coude observés pendant la grève générale du 24 avril se retrouvent et se retrouvent dans les actions revendicatives. Regardons, en effet, les résultats de cette journée des métallos.

Dans la région parisienne les unions syndicales C.G.T. estiment à 200.000 le nombre de travailleurs ayant participé aux débrayages ou aux actions diverses. Aux usines Renault de Billancourt, plus de 70 % des ouvriers cessent le travail à 14 heures. Chez Willem à Nanterre, c'est le plus fort débrayage depuis 15 ans. D'importantes manifestations accompagnent les arrêts de travail. Sur la place Marcel Sembat de Boulogne-Billancourt, des milliers de travailleurs rassemblés pour un meeting bloquent la circulation pendant une demi-heure. En province les mouvements sont comparables sinon plus importants. A Saint-Nazaire, un meeting unitaire rassemble 16.000 personnes sur le terre-plein de Penhoët. A Bordeaux, des milliers d'ouvriers et de mensuels cessent le travail pour 3 heures. La sidérurgie de l'Est connaît des grèves de 24 heures. Et tout aussi importantes sont les actions menées à Grenoble et au Havre, dans la Loire ou dans le Nord. « Un mouvement d'une rare ampleur » souligne la fédération C.G.T. Pourtant, par endroits, les directions d'entreprise avaient menacé. Chez Peugeot, la Direction avait publié une note indiquant que la prime de production ne pourrait être garantie si les travailleurs faisaient grève. Elle n'a pu empêcher le mouvement.

## REVENDEICATIONS SOCIALES ET ACTION POLITIQUE

On pourrait croire que l'action menée dans une industrie privée s'adresse principalement aux patrons, que la popularité du général de Gaulle n'a rien à voir avec sa réussite ou avec son échec. En fait, tous les problèmes posés étaient d'ordre gouvernemental. Les salaires (une augmentation mettrait en cause le principe Debre des 4 % annuels), la réduction de la durée du travail, le retour aux quarante heures sans réduction des salaires, la quatrième semaine de congés payés sont des revendications d'ordre national. En outre, il faut insister sur le fait qu'à côté de ces mots d'ordre purement revendicatifs apparaissent ouvertement ceux liés à l'action politique. « Paix en Algérie », « Négociation », « Châtiment des factieux », apparaissent en lettres énormes sur les banderoles des manifestes de Grenoble ou de Billancourt. La grève du 24 avril était politique, les travailleurs s'en souviennent, il leur est maintenant difficile d'isoler le problème de la paix, de ne pas le lier aux salaires.

La journée revendicative de la métallurgie a été un test favorable; celle lancée le 9 mai chez les cheminots en est un autre tout aussi important. Ici, l'unanimité n'a pu se faire entre les syndicats. Les Fédérations Force-Ouvrière et cadres autonomes ont limité leur participation au mouvement, essentiellement, disent-elles, pour des raisons d'opportunité. Pour F.O., l'action devait être limitée au dépôt de motions auprès du chef de dépôt. Seules la C.G.T. et la C.F.T.C. ont lancé un mot d'ordre plus précis, annonçant une journée d'action allant jusqu'à la grève de 24 heures. En fait, le mécontentement était tel que la grève a été à peu près totale. A la base, de nombreux syndicats, parmi lesquels des syndicats F.O. appelaient au mouvement et dans les gares parisiennes presque toutes les organisations se prononçaient en faveur de la grève.

Une situation aggravée se retrouvait à la RATP. Là, en effet, coexistent de nombreux syndicats, une vingtaine au total. La concurrence entre organisations est très vive et la lutte catégorielle domine souvent. La préparation de la journée du 9 mai n'a pu échapper à ces divisions. Parmi les personnels d'exécution, seule la C.G.T. a donné le mot d'ordre d'action. Chez les agents de maîtrise et administratifs, un appel à la grève de 24 heures a été lancé. Par contre, les autres syndicats ont refusé de s'associer au mouvement. Certains même se proposaient de le briser. Cela n'a pas empêché la grève de réussir. Les Parisiens et les Banlieusards s'en sont vite rendu compte.

On en est là; d'autres mouvements se préparent. Des grèves tournantes ont repris dans les P. et T., chez les fonctionnaires des Finances et des Ponts et Chaussées. Rien n'annonce un arrêt. Au contraire, le printemps 1961 s'annonce aujourd'hui comme une période de grandes luttes.

Robert LEROUX.

## CINÉMA : Elmer GANTRY, LE CHARLATAN

Film de Richard BROOKS

E cinéma américain, encore qu'il traverse aujourd'hui une indéniable crise de qualité, est assez étonnant. Lorsque l'on songe à la machinerie sociale, à la concentration capitaliste de Hollywood, on ne peut qu'admirer comment cette usine arrive à fabriquer, parmi ces produits hautement différenciés que sont les films, quelques œuvres fortes, pleines de personnalité et parfois de courage. Non qu'il faille s'attendre à merveilles : le Sel de la Terre n'a pas été fait à Hollywood. Mais le cinéma commercial a une certaine tradition de libéralisme qui nous a valu ces dernières années des films comme *Le Dernier Rivage*, *Douze Hommes en colère*, et plusieurs films de Ri-

chard Brooks. Ce dernier, ancien écrivain et journaliste, a défendu dans les films les plus divers (westerns, films de gangsters) une certaine idée fraternelle de l'homme, inspirant un antirascisme sans faille. L'on attendait avec curiosité son adaptation d'Elmer Gantry, le roman satirique de Sinclair Lewis. C'est une réussite. Gantry est un bon à rien, qui trouve un jour commode de se joindre à une troupe ambulante de pêcheurs, et son bagoût un peu vulgaire de commis-voyageur fait merveille; tel Billy Graham, il prêche avec des métaphores empruntées au sport, avec des techniques empruntées au cirque. Il interrompra sa carrière à cause d'un incendie qui dé-

vastera le cirque ambulante, et repartera chercher fortune ailleurs.

Certains auraient voulu que Gantry soit présenté plus nettement comme un imposteur, un tartuffe, alors que l'accent est mis, au contraire, sur la facilité avec laquelle ce charlatan se persuade lui-même de ce qu'il raconte. Je ne crois pas que la satire en eût été plus forte. Au contraire, cette « auto-intoxication » est encore plus effrayante qu'une froide imposture raisonnée. Brooks s'en prend, avant tout, à ce délire irrationnel qui peut soulever des foules, qui pourrait prêter à tous les fascismes.

Marcel RANCHAL

## DE LA DICTATURE

de Maurice DUVERGER

« Les auteurs d'un coup d'Etat militaire joueraient le sort de notre patrie commune à la roulette russe, avec cinq balles à peu près dans le barillet, et seulement une place vide. Ils doivent le savoir, ces guerriers au cœur pur, avant d'appuyer sur la gachette ».

CETTE citation qui clôt l'introduction éclaire le livre. Il valait mieux réduire aux dimensions d'un modeste essai le vaste ouvrage médité, plutôt que de le construire trop tard. « Dans les camps de concentration, il ne sera plus utile d'écrire sur la dictature ». L'essentiel est de montrer aux prétoriens comme à l'ensemble des citoyens que la nation approchant rapidement du niveau des sociétés d'abondance, les structures sociales matérielles et morales de la France n'ont jamais été si éloignées des conditions de la dictature : si des prétoriens prenaient le pouvoir, et malgré les croyances prétendues de certains d'entre eux qui chercheraient à instaurer un national-communisme, la dictature serait rigoureuse et sanglante. Que les prétoriens reculent au dernier moment ou que les citoyens brusquement rendus conscients s'organisent et s'arment, voilà les buts avoués du livre.

La distinction fondamentale que Duverger entend instaurer dans la théorie de la dictature consiste à opposer dictature technique à dictature sociologique.

La première, plaquée artificiellement sur des structures sociales qui n'en n'ont nul besoin, c'est le cas de la France. La seconde correspond à un besoin interne de développement économique rapide et de centralisation politique, c'est le cas des pays sous-développés, l'U.R.S.S. de 1920 ou les pays africains de 1960.

La seconde va dans le sens du progrès alors que la première va dans le sens de la réaction : en effet, comme l'auteur le note avec humour, si le marché mondial du colonel est saturé, le marché mondial de l'intellectuel est loin de l'être et nombreux seraient les pays d'accueil des intellectuels français exilés. La France, sans ses intellectuels, sans ses meilleurs militants syndicaux et politiques, en prison ou camp de concentration, vivrait une période de stagnation économique et culturelle sans précédent.

Par ailleurs, Maurice Duverger expose la dialectique des dictatures, les dictatures réactionnaires engendrant les dictatures révolutionnaires. Faute de place, on n'insistera pas sur cet aspect.

De sérieux reproches doivent être exprimés. Faute de place, on en sélectionnera arbitrairement deux :

— Etait-il légitime de traiter en un seul livre, sous le même titre et avec le même concept de dictature, des phénomènes aussi différents que le Franquisme et la Tunisie de Bourguiba ? Sous prétexte que dans ce dernier cas, il existe un parti unique et une seule impulsion politique (chose souhaitable et progressiste pour Duverger), Duverger prétend l'étudier dans le cadre d'une analyse sur la dictature. Voilà une vision bien hâtive et qui, à elle seule, empêcherait de comprendre quoi que ce soit à la vie politique des pays en voie de développement.

— En second lieu, est-il légitime de penser comme l'auteur qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir de conflits sérieux dans la France de 1961 ?

« Donnant » sans doute inconsciemment dans le mythe gaulliste d'unanimité, Duverger estime que jamais la France, depuis 1789, n'a connu un tel « consensus ».

M. Duverger raisonne toujours en termes traditionnels. Malgré son astuce et son intelligence, il demeure en dehors d'un courant essentiel qui animera la vie politique française dans les quelques décades à venir.

L. S.

(211 p. Julliard).

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

I.R.B., 60, rue René-Boulanger, Paris-X<sup>e</sup>

— Travail exécuté —  
par des ouvriers syndiqués

## RÉSOLUTION DU COMITÉ POLITIQUE NATIONAL

# Pour le Front Socialiste Union sans exclusive des forces populaires

**L'**EFFONDREMENT rapide du complot d'Alger a été rendu possible par la désobéissance ouverte des soldats du contingent et des cadres républicains aux généraux et aux colonels rebelles, et par la mobilisation immédiate des forces populaires en France et leur réaction puissante. Les actions menées depuis des mois par la jeunesse, les syndicats et les organisations politiques contre la guerre d'Algérie ont préparé cette première victoire des forces populaires.

Le prestige personnel accru de de Gaulle ne doit pas faire illusion. Les faiblesses profondes de son régime ont été mises en lumière par la rupture brutale intervenue entre les groupes qui lui ont donné naissance après le 13 mai. De Gaulle a dressé contre lui une fraction importante du corps des officiers et la grande majorité de la population européenne d'Algérie. Si la participation directe au complot n'a été, certes, le fait que d'une minorité active, une part importante des cadres de l'Etat et de la bourgeoisie, — sans approuver tous ses objectifs —, est restée dans l'expectative, craignant qu'un affrontement trop violent entre les deux camps ne soit utilisé par les forces populaires. En fonction de cette crainte, ils restaient prêts à rallier la faction capable de liquider la crise le plus rapidement possible et aux moindres frais.

De Gaulle privé du soutien des cadres de son régime a dû demander au peuple de l'aider, mais lui a refusé les moyens de cette aide. Il cherche aujourd'hui à consolider son pouvoir par une prolongation indéfinie de l'application de l'article 16 qui aboutit à transformer le régime pseudo-représentatif de la V<sup>e</sup> République en dictature personnelle pure et simple. La faiblesse antérieure du Pouvoir à l'égard des comploteurs le conduit aujourd'hui pour se défendre à multiplier les mesures et les juridictions d'exception.

Il ne s'agit dans tout cela, que d'expédients qui ne peuvent en aucune manière résoudre les problèmes posés à la Société française par la décolonisation. La menace de pronunciamiento, d'attentats, de coups de mains ou d'émeutes n'est pas écartée, mais une menace parallèle se précise à la faveur même de la victoire de de Gaulle : le renforcement du régime par étouffement de toute opposition démocratique et le refus des revendications ouvrières éventuellement camouflé par une démagogie sociale.

**L**ES forces populaires qui ont remporté un premier succès tiennent entre leurs mains l'avenir du pays, elles doivent être en mesure demain de faire face à ces dangers sous quelque forme qu'ils se présentent.

Le P.S.U. qui a joué un rôle important dans la mobilisation des forces populaires dans les journées d'avril et qui a renforcé son autorité et son influence, assume aujourd'hui des responsabilités accrues. Il faut, en effet, non seulement défendre les libertés menacées par le renforcement du régime autoritaire, mais lui opposer une perspective de changement qui ne peut être une simple restauration de la IV<sup>e</sup> République même rénovée, mais une perspective socialiste. La justesse de la politique de Front Socialiste définie par le Congrès du P.S.U. est aujourd'hui confirmée par les faits. Dans la lutte, le Parti a renforcé ses liens avec les militants syndicalistes et paysans et les jeunes. Il doit maintenant avec eux, construire le Front Socialiste et discuter de son programme.

## Le P.S.U. appelle les travailleurs

- à manifester leur solidarité avec les jeunes du contingent et à exiger avec eux l'élimination de l'Armée de tous les chefs et les cadres complices, actifs ou passifs, du coup de force ; la dissolution de toutes les unités de paras et de la Légion, la reconnaissance du droit d'expression aux soldats et la démocratisation des structures de l'Armée et du recrutement du corps des officiers.
- à lutter pour le châtimement des factieux.
- à réclamer l'ouverture de négociations immédiates avec le G.P.R.A.
- à dénoncer tout sabotage pendant la négociation.
- à exiger une paix rapide par la reconnaissance de l'indépendance algérienne.
- à exiger la libération de tous les emprisonnés qui ont lutté pour l'indépendance de l'Algérie.
- à assurer la défense de la liberté.
  - a) contre de nouvelles tentatives de coup d'Etat en posant publiquement le problème de l'armement des travailleurs.
  - b) contre le renforcement du caractère autoritaire du régime en exigeant immédiatement la pleine liberté d'action et de manifestation des forces démocratiques.
- à soutenir les revendications des organisations syndicales, ouvrières et paysannes : revendications immédiates (l'augmentation des salaires et des traitements, la sécurité de l'emploi et la création d'emplois nouveaux sous le contrôle des syndicats), revendications à plus longue portée (extension des droits syndicaux dans l'entreprise, réforme de structures de l'agriculture).

**L**E P.S.U. s'efforcera à tous les échelons de multiplier les initiatives pour parvenir à l'accord des organisations syndicales et politiques autour de ces objectifs. Le Bureau National du P.S.U. prendra l'initiative d'une liaison permanente, sans exclusive, avec les forces politiques de gauche, les organisations syndicales, ouvrières, paysannes et universitaires, les mouvements de jeunesse, pour préparer dès maintenant la grève générale à déclencher en cas de nouvelle tentative fasciste, avec l'occupation et la défense des secteurs économiques essentiels.

Le P.S.U. appelle tous ceux qui ont senti au cours des événements récents la nécessité d'une action politique organisée à rejoindre ses rangs.

7 mai 1961

I.R.S. - PARIS

